

AU MALI

RÉVOLUTION FOURRAGÈRE ET CULTURELLE DANS L'ÉLEVAGE



Entretien avec Claire Guyon (Afdi Normandie)

Au Mali la filière lait local est soumise à des contraintes saisonnières de logistique et de conservation. Les producteurs sont en outre confrontés à un contexte commercial de compétition avec le lait importé. Afdi Normandie accompagne des éleveurs maliens depuis 1992 pour améliorer leur production et leur connexion avec le marché.

Dans le cadre d'un projet porté par :



Afdi Normandie

www.afdi-opa.org/



*Association des organisations professionnelles
paysannes de la région de Koulikoro (AOPP RK)*

Avec 9 millions de bovins, le Mali dispose d'un immense cheptel, comment expliquer l'importance des importations de lait et de produits laitiers ?

Une partie des consommateurs n'achète pas le lait local par manque de confiance dans la qualité sanitaire. Les formations sur l'hygiène et la conservation sont donc une priorité, même si elles demeurent insuffisantes dans un contexte très défavorable (très peu de réfrigération, longue durée du transport).

La laiterie industrielle Mali-Lait utilise principalement de la poudre de lait importée. Mais elle achète aussi du lait local et le valorise pour son image de marque. Car une autre partie des consommateurs, notamment à Bamako, voit le lait local comme un produit de qualité, meilleur pour la santé. Le succès des kiosques de produits laitiers locaux en est la preuve. Le « consommer local » peut devenir un argument de vente, il existe une dynamique.



Sachets de lait pasteurisé prêts à la vente © Afdi

Un autre frein à la consommation du lait local est son prix. Il devient presque un produit de luxe en saison sèche, en tout cas par rapport au lait importé. L’enjeu pour les éleveurs est donc de produire plus en saison sèche, lorsque le prix est rémunérateur. Le recours aux cultures fourragères est une réponse aux difficultés d’alimentation du bétail à cette saison. De plus, l’alimentation fourragère est plus équilibrée pour les bovins.

Comment avez-vous accompagné cette évolution ?

Notre idée était de faire en sorte que ce ne soit pas seulement des « producteurs opportunistes » en périphérie des villes qui profitent de la croissance de la demande urbaine en produits laitiers, mais aussi les éleveurs traditionnels de l’agriculture familiale.

Les cultures fourragères étaient déjà présentes dans la région, les éleveurs en parlaient depuis un moment. Pourtant, traditionnellement, ce sont les animaux qui nourrissent les hommes et non l’inverse. Les inquiétudes (sur la disponibilité foncière pour ces cultures fourragères, sur la main d’œuvre qu’elles requièrent) n’ont pas résisté face à l’opportunité que représente la vente de lait en saison sèche. Nous avons encouragé l’AOPP à organiser des rencontres entre producteurs, parfois plus efficaces que les formations. Et l’intérêt pour les cultures fourragères a fait tache d’huile.



Cultures fourragères © Afdi

Le développement des cultures fourragères a aussi, de manière indirecte, fait prendre conscience des possibilités de valorisation des herbes de brousse, qui étaient souvent brûlées. Cela représente un énorme potentiel.



Troupeau de zébus à Kassela et stockage de fourrages d'herbes de brousse © Afdi

Quelles sont les implications pour l'élevage malien ?

Selon la tradition, le troupeau est plutôt lié au prestige, c'est une forme de placement, l'objectif de production est secondaire. Avec cette nouvelle conception de l'élevage, davantage centrée sur la production, les éleveurs veillent de plus près à l'alimentation des bovins et essaient de limiter la mortalité au sein du troupeau, en réduisant la transhumance.

Cultiver du fourrage est aussi une réponse aux contraintes liées au déplacement saisonnier. La pression foncière et l'insécurité réduisent, par exemple, les couloirs de migration des bovins. Les éleveurs avec de très grands troupeaux, parfois plus de cent bêtes, continuent la transhumance mais laissent les vaches les plus productives à la ferme.

Ces vaches plus productives sont-elles issues de croisement ?

Afdi propose depuis 2006 et à la demande de l'AOPP, des inséminations pour des croisements zébu/normande. Les inséminations existent au Mali, mais à des tarifs prohibitifs. Nous avons non seulement observé une nette augmentation de la production des vaches métisses, mais aussi une forme de révolution culturelle dans la manière de faire de l'élevage. L'insémination artificielle a introduit un objectif de rentabilité sur le troupeau.

Pour quelles raisons privilégier la race normande pour les croisements ?

Les éleveurs maliens qui sont venus en France grâce aux échanges Afdi ont découvert la race normande et apprécié sa rusticité. Il s'avère qu'elle s'adapte bien au Mali. Par ailleurs, la mixité de la race (lait et viande) est intéressante et amène certains éleveurs à s'orienter en partie vers la production de viande. Au niveau national, la race normande a été introduite dans le répertoire des races proposées à l'insémination, dans lequel figuraient déjà la Montbéliarde et la Prim' Holstein.

Pourquoi soutenez-vous également la structuration de la filière lait local ?

L'existence d'un débouché avec paiement régulier représente la clef du développement de la filière, bien davantage encore que les questions de production. La structuration des organisations paysannes (OP) de la région de Koulikoro est une véritable opportunité pour assurer les débouchés. Le marché de Bamako [*plus de deux millions d'habitants*] « aspire » la production.

Il s'agit donc de structurer l'aval de la filière, en formant les responsables de coopératives, et en créant une plateforme pour faire le lien avec la coopérative de revendeuses et de revendeurs. En outre, la concertation répond aux enjeux de la vente du lait en saison des pluies, pendant laquelle le risque de surproduction est fort, et ainsi limite les pertes.



Coopérative laitière © Afdi

Comment est gérée l'abondance de lait en saison des pluies ?

Les coopératives font des dons de lait à des orphelinats ou des prisons, pour réduire les quantités jetées mais elles sont réticentes à baisser les prix malgré des coûts de production réduits dans les élevages (alimentation disponible).

Là, il faut garder à l'esprit que leur logique va au-delà de la logique économique et commerciale, puisqu'elles ont aussi une dimension sociale et ont vocation à proposer des services aux éleveurs.

Quels sont les défis face aux risques de surproduction ?

Pour faire face aux situations de surproduction, plusieurs stratégies sont adoptées par les coopératives : certaines privilégient les éleveurs qui livrent de manière régulière (en opposition à ceux qui pratiquent plutôt de la vente directe et font appel à la coopérative en dernier recours) ; d'autres plafonnent le volume par producteur. Une autre piste serait d'opter pour des produits à durée de vie plus longue. Par exemple, le *ghee* (beurre clarifié à l'indienne) est une option, non encore développée dans les coopératives. La Fénilait (Fédération des producteurs de lait) souhaite monter une usine, ce qui pourrait aller dans ce sens.

Quelle est la réaction des agriculteurs français lors des visites d'échange ?

Au vu des difficultés à vivre de la production laitière en Europe, les membres d'Afdi estiment que le marché ne devrait pas, de plus, mettre en difficulté les producteurs ailleurs !

Ils constatent toutefois que le lait local ne peut pas faire face à la demande et soulignent donc la complémentarité entre opérateurs. Les rencontres auxquelles nous nous convions des producteurs du Sud rappellent que l'Afrique de l'Ouest n'est pas seulement un marché mais aussi une zone de production.

Pouvez-vous me parler des défis que représente l'exode rural des jeunes ?

L'exode des jeunes ruraux est une réalité avec les départs vers les villes et les champs aurifères.

Dans ce contexte, le développement de la filière lait local crée de la richesse et de réelles opportunités d'emploi : deux à dix emplois par coopérative. Et ces postes sont souvent occupés par des jeunes. Ce sont aussi en générale les jeunes qui s'occupent des soins aux animaux.

Les cultures fourragères peuvent-elle se généraliser dans la région de Koulikoro ?

Nous essayons de pérenniser la dynamique, notamment grâce à un approvisionnement local et paysan en semences. Des stocks de semences existent et sont échangés, mais sans suivi pour l'instant. Par ailleurs il faut prendre en compte les enjeux fonciers pour envisager le changement d'échelle. L'AOPP est très active sur la loi foncière. Dans la région de Koulikoro, c'est un dossier sensible.

Les échanges entre pays sont aussi importants, pour prendre plus de recul sur les facteurs de réussite. Au Mali et en Afrique de l'Ouest, capitaliser sur la question des fourrages est vraiment intéressant.

Propos recueillis en mai 2017 et édités par Marie Cosquer et Hélène Basquin (CFSI). Photos © Afdi



Stock de fourrages à Ouelessaebougou © Afdi

Pour creuser le sujet :

- Visiter le site de l'Afdi <http://www.afdi-opa.org/>
- *Les éleveurs ouest-africains s'affirment sur la scène politique*, 2017
- *Promouvoir le lait local au Sahel, les enseignements de Nariindu*, 2016
- *La production de lait en zone pastorale, l'expérience de Cécile Broutin du Gret*, 2015
- *Pour un soutien ambitieux à la filière « lait local » en Afrique de l'Ouest*, 2016

Ce projet a bénéficié d'un financement de la Fondation de France dans le cadre du programme *Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao)* appel de 2013 (n°126). Voir la *fiche du projet* .

Le programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) est porté par la Fondation de France et le CFSI. Il bénéficie de la contribution de la Fondation JM.Bruneau (sous égide de la Fondation de France) et de l'Agence française de développement. Seed Foundation participe également au volet capitalisation du programme. Le Roppa est membre du comité d'orientation et de suivi du programme.

